

# alternatives

## LE JOURNAL

VOL.14 NO.2 / OCTOBRE 2007

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

## Parler aux talibans ?



PHOTO : AP PHOTO / RAFIQ MARBOOL

Le mois dernier, à Kaboul, une assemblée traditionnelle de chefs tribaux de l'Afghanistan et du Pakistan a lancé un appel au dialogue avec les talibans. Cette « Jirga de paix » a même débouché sur la création d'un conseil chargé d'ouvrir les discussions.

### TARIQUE NIAZI

L'appel ne fixe pas de calendrier, ni d'objectifs ou de conditions pour l'ouverture d'un dialogue. Il a d'abord été décrit par les talibans comme « une farce commanditée par les États-Unis ». Mais par la suite, les talibans ont paru plus favorable au dialogue, malgré leur opposition farouche au gouvernement de Kaboul et leur exigence d'un retrait immédiat des troupes étrangères menées par les États-Unis et par l'OTAN.

Au sein de l'assemblée traditionnelle,

la question du retrait des soldats étrangers a soulevé la controverse. Même si les participants avaient été soigneusement choisis par leurs gouvernements respectifs, un nombre étonnant de chefs tribaux ont manifesté leur soutien à la principale revendication des talibans : le retrait immédiat des troupes étrangères et leur remplacement par des soldats en provenance de pays islamiques.

En fait, de nombreux obstacles se trouvent encore sur le chemin d'un dialogue avec les talibans. La Jirga de Kaboul a fait l'objet d'âpres disputes entre les dirigeants de l'Afghanistan et du Pakistan, sans parler des pressions exercées plus ou moins discrètement par les grandes puissances. Pourtant, malgré ses limites évidentes, l'assemblée a appelé au dialogue. Son étonnante représentativité, des deux côtés de la frontière, suggère même qu'elle pourrait servir à résoudre le conflit apparemment inextricable qui sévit dans la région.

### Un appel au remplacement des troupes étrangères

Outre la question des troupes étrangères, l'autre grand sujet de discordance au sein de la Jirga était l'attitude am-

biguë du Pakistan. Le 8 avril, le *Daily Telegraph* rapportait que le pays avait demandé à la Grande-Bretagne et aux États-Unis de se retirer de l'Afghanistan. Selon le journal londonien, le souhait pressant exprimé par le Pakistan « reflétait la conviction grandissante, à Islamabad, que l'OTAN porte une responsabilité aussi grande que leur pays dans la persistance d'une rébellion islamiste armée en Afghanistan ».

En public, toutefois, le Pakistan se montre plus prudent. La veille de la parution de la manchette du *Daily Telegraph*, le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Khurshid Kasuri, déclarait que « l'OTAN devrait considérer la possibilité d'engager des pourparlers avec les talibans ». Il ajoutait que la « Grande-Bretagne en particulier devait connaître les limites des solutions purement militaires en Afghanistan ». Le ministre faisait évidemment référence aux trois campagnes militaires infructueuses de la Grande-Bretagne en Afghanistan, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

La Grande-Bretagne, contre toute attente, évoque une autre page de son histoire guerrière pour justifier sa

VOIR PAGE 2 : TALIBANS

## Irak Des veuves pour réconcilier tout le monde

En Irak, un mouvement de veuves refuse la division du pays sur des bases religieuses. Contre toute attente, il arrive à bâtir d'étonnantes alliances. On lui doit déjà plusieurs initiatives de réconciliation locales, et même quelques cessez-le-feu. Tout cela en restant soigneusement à distance du gouvernement irakien et de ses bailleurs de fonds américains.

### ADAM NOVAK

Plusieurs décennies de violences et de conflits en Irak ont produit pas moins de trois millions de veuves. Une Irakienne sur 10! « Nous, les Irakiens, nous n'avons jamais connu une vie normale », explique Fatimal al Juali, une médecin membre de la Ligue des femmes irakiennes. « Mon mari a été torturé et tué par Saddam Hussein, l'un de mes frères a été tué durant la guerre avec l'Iran [NDLR : 1980-1988] et le mari de ma sœur a été tué par les Américains. En ce moment, le mari de ma voisine est partie en Jordanie pour trouver du travail, et elle n'a pas eu de ses nouvelles depuis neuf mois. »

En général, le sort des veuves en Irak n'apparaît guère enviable. La plupart se retrouvent complètement marginalisées, au point d'être obligées d'aller habiter chez un frère ou chez la belle-famille. Le remariage est difficile, puisque seuls des hommes plus âgés ou très pieux seront disposés à s'unir à une veuve, en particulier si elle a des enfants. Et comme les femmes irakiennes ont en moyenne quatre ou cinq personnes à charge, qu'ils s'agissent d'enfants, de parents ou de cousins handicapés, on devine que les bons samaritains ne se bousculent pas au portillon.

Dans ces conditions, bon nombre de veuves se voient contraintes d'accepter un remariage plus ou moins forcé, ne serait-ce que pour éviter d'être exploitées sexuellement par des hommes de la famille élargie. « Il faut améliorer la protection dont disposent les veuves, autant du point de vue légal, que de celui

des opportunités d'emplois ou du paiement de certains bénéfices sociaux, estime Catherine Pappas, chargée de projet au Moyen-Orient chez Alternatives. Cela constituerait même la façon la plus rapide de réduire la pauvreté, de faire progresser la condition féminine et de protéger les enfants. »

### Hypocrisie et faillite morale

À la grandeur du pays, une coalition formée de groupes de femmes, de syndicats et d'associations étudiantes a lancé une campagne pour instaurer une pension mensuelle minimum d'environ 100 dollars par veuve. Comme on trouve de nombreuses veuves dans tous les coins du pays, peu importe la région, l'appartenance ethnique, le groupe religieux, la famille ou le mouvement politique, la campagne se révèle une occasion rarissime d'unir les Irakiens autour d'un but positif. En fait, la cause des veuves fait appel à des valeurs de justice sociale et de respect de la femme que même les citoyens les plus conservateurs et les plus religieux ne peuvent pas désapprouver.

De manière indirecte, la campagne des veuves a permis de montrer au grand jour l'hypocrisie et la faillite des élites politico-religieuses du pays. Malgré leur rhétorique pieuse, les uns comme les autres se moquent éperdument des veuves et des femmes pauvres. Ou alors, ils essaient de restreindre le versement des pensions aux veuves qui n'appartiennent pas au « bon » groupe religieux ou politique. Même dans des régions comme le Kurdistan, où les veuves peuvent en théorie recevoir des chèques de sécurité sociale, les démarches administratives se révèlent longues et compliquées. « Jusqu'à la moitié du montant des pensions doit être dépensée en bakchich et en pots-de-vin de toutes sortes », déplore le médecin Fatima al Juali, de la Ligue des Femmes irakiennes.

Compte tenu de l'effondrement de l'économie irakienne, et du contrôle grandissant des groupes religieux sur l'embauche dans le secteur public, les veuves sont de plus en plus dépendantes de la charité. Malgré l'existence d'une grande tradition philanthropique en Irak, le plus souvent d'origine religieuse, la plupart des Irakiens sont eux-mêmes bien trop pauvres pour fournir de l'aide. Surtout en dehors de leur famille immédiate ou de leur quartier. « À la même époque, l'an

VOIR PAGE 2 : IRAK

## Entretien avec le cinéaste Bernard Émond

# « L'art est une bouée de sauvetage »

Avec son film *Contre toute espérance*, le cinéaste Bernard Émond raconte le naufrage d'un couple de la classe moyenne broyé par le chômage, par la maladie, par les grands calculs économiques. Mais derrière la tragédie personnelle, c'est la futilité d'une époque qui se trouve mise en accusation.

### GILLES McMILLAN

Alternatives – Vous écrivez dans un texte intitulé *Lettre aux jeunes gens qui me demandent comment devenir réalisateur* (Éditions Les 400 coups, Montréal, Québec, 2006) qu'une œuvre n'a pas à être politique pour être engagée.

Bernard Émond – Oui, je pense ça profondément. Parmi les grands écrivains qui m'ont nourri, il y en a plein qui n'étaient pas particulièrement politisés, mais qui avaient pourtant une vue très critique sur le monde. On peut difficilement trouver meilleure illustration de la lutte des classes que *La recherche du temps perdu*, par exemple, et on a vu aussi des écrivains engagés qui ont fait de graves erreurs d'appréciation, Sartre en est un. C'est

assez compliqué la question de l'engagement dans l'art, mais au fond, quand on y réfléchit, c'est moins une question de prises de position politique au sens retreint qu'une prise de position sur les valeurs humanistes au sens large. C'est curieux... je lisais dernièrement une entrevue que Philip Roth fait avec Ivan Klima, un romancier tchèque que j'aime beaucoup, qui a écrit *Amour et ordures*, un très beau roman. Philip Roth dit que c'est quand même paradoxal qu'avant 1989, derrière le Rideau de fer, on ne pouvait pas publier grand-chose, mais que ce qu'on écrivait avait une importance énorme alors qu'à l'Ouest, on peut publier ce qu'on veut, et ça n'a aucune importance. Roth dit que, malgré tout, devant l'inondation, la véritable inondation de non-sens que la culture de masse nous impose – parce que la culture de masse dans les pays de l'Ouest est une vaste entreprise de falsification des relations humaines et des affaires humaines –, la littérature et l'art sont des espèces de bouées de sauvetage. Alors pour moi, la question de l'engagement dans la littérature et en art, je

VOIR PAGE 5 : BERNARD ÉMOND

Bernard Émond avec les comédiens Guy Jodoin et Gylaine Tremblay, durant le tournage du film *Contre toute espérance*.



PHOTO : HENRY WELSH

# Le grand jeu de la Chine en Afrique

**En ce début de siècle, la Chine affiche des ambitions globales. Elle vise à se hisser au rang de superpuissance, capable de rivaliser sur tous les plans avec les États-Unis. Au cours des 15 dernières années, c'est dans cette optique que la Chine a développé un réseau de relations économiques allant bien au-delà de ses partenaires économiques traditionnels. Extraits d'un article du site AfricaFiles.**

J.-P. THOMPSON

L'image que la Chine cultive auprès de ses nouveaux partenaires est celle d'un champion de la coopération entre les États du Sud. Elle se présente aussi comme une alternative crédible au renforcement des liens avec l'Occident. Joignant la parole aux actes, la Chine n'a pas ménagé ses largesses envers les pays africains. [...] La création d'un Fonds de placements d'un milliard de dollars pour consolider les liens entre les entreprises chinoises et les États africains constitue la plus récente illustration de cette opération charme.

En Afrique, la Chine se taille une place remarquable, principalement aux dépens de l'Occident, qui perd graduellement de l'influence sur un continent qu'il a dominé jadis de manière scandaleuse. L'Occident est handicapé par son passé colonial, qui évoque de cuisants souvenirs. Mais plus que tout, c'est l'imposition de politiques économiques catastrophiques aux pays africains, notamment par des organisations comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, qui a laissé des traces.

Au point où l'Afrique est parfois aux prises avec des conditions de sous-développement, de dette, de pauvreté pire que celles d'il y a 50 ans...

Une véritable révolution devrait survenir dans la manière dont l'Occident envisage ses rapports avec le monde en développement. Malheureusement, ce n'est pas demain la veille. Pour l'instant, un examen attentif des chiffres du commerce africain révèle que l'Occident constitue encore le principal acteur en Afrique. Mais sans vouloir jouer les prophètes, il n'est pas difficile d'imaginer que d'ici une génération, la Chine deviendra la première force économique du continent africain.

En surface, la Chine constitue l'antithèse même de l'Occident. D'abord, elle n'a pas de passé colonial en Afrique pour corrompre les bonnes relations. En fait, depuis la Seconde Guerre mondiale,

la Chine a réussi avec succès à rompre avec son passé colonial. Ensuite, la Chine n'a pas de gouvernement démocratiquement élu et elle a réussi à s'industrialiser, au point d'avoir extirpé la majorité de sa population de la pauvreté extrême. Pour une partie des élites africaines, elle incarne un modèle qui prouve que la démocratie ne constitue pas un prérequis au développement économique.

La Chine ne se soucie guère des orientations politiques de ses partenaires, à part le fait d'exiger une condamnation sans appel de Taïwan. Le pays ne tente pas d'imposer un modèle en matière d'économie ou de gouvernance. Finalement, la Chine s'évertue à se distinguer des Occidentaux en insistant pour se présenter comme une avenue à travers laquelle les pays africains peuvent desserrer les liens avec l'Occident. La preuve en est que la Chine est parvenue à procurer du financement à une échelle jamais vue sur le continent, en plus de mener à terme un grand nombre de projets d'infrastructures.

Reste que les pays africains doivent quand même agir avec prudence lorsqu'ils s'engagent dans un partenariat économique avec la Chine. L'approche de base du pays, du moins en matière d'extraction des ressources naturelles, ne se distingue pas beaucoup des entreprises coloniales précédentes en Afrique. [...] Ce qui saute aux yeux immédiatement [en observant les chiffres du commerce sino-africain], c'est la prépondérance des ressources naturelles.

## Le cas de l'exploitation en Zambie

L'exemple de l'extraction du cuivre en Zambie soulève de sérieux doutes sur l'attitude apparemment désintéressée de la Chine. En 1998, la société d'État chinoise NFC Africa, une filiale de Foreign Engineering & Construction Company, a d'abord acheté 85 % de la propriété de la mine de Chambisi, dans ce qu'on appelle la ceinture de cuivre de la Zambie. À l'époque, cet investissement de 20 millions de dollars avait été accueilli avec beaucoup de soulagement, puisqu'il permettait à la mine d'éviter la fermeture.

Mais le soulagement a bientôt été éclipsé par les tensions grandissantes entre les employés et les nouveaux propriétaires de la mine, qui n'ont pas disparu depuis. Le conflit larvé provient d'abord et avant tout des mauvaises conditions de travail et de la faible rémunération.

Les propriétaires chinois sont désormais accusés d'exploiter la main d'œuvre locale en payant de très bas salaires — parfois aussi peu que 100 dollars par mois — dans des exploitations qui confinent les travailleurs à des espaces sombres et poussiéreux, constamment entourés de machineries lourdes et d'explosifs, sans même leur fournir de bottes ou de vêtements de protection. L'absence de mesures de sécurité a été mise en cause dans une explosion qui

a coûté la vie de 49 mineurs, en 2005. L'année suivante, la police anti-émeute a férocement réprimé une manifestation qui visait justement à dénoncer le manque de sécurité : une personne a été tuée et cinq autres ont dû être hospitalisées.

À l'occasion, la Chine semble même tirer profit de la faiblesse de l'économie locale. Les produits locaux sont rares, et ils subissent souvent la concurrence de produits importés, vendus à vil prix. Cela complique singulièrement la vie économique locale, en plus de provoquer de vives tensions à mesure que des commerçants chinois remplacent les commerçants locaux, en particulier dans le secteur du textile. Résultat ? Des usines ferment, des emplois sont perdus et la croissance de l'économie de base stagne, victime d'une compétition déloyale qui contrôle le marché.

## La Chine et le Soudan

La Chine a démontré sa volonté de se risquer à investir dans des pays que les autres évitent. Ni les décennies de guerre civile, ni la corruption, ni l'instabilité politique chronique et ni les infrastructures en ruine ne suffisent généralement à empêcher la Chine de saisir l'opportunité commerciale, comme le démontrent les relations complexes entre la Chine et le Soudan.

[...] Récemment, [dans la crise qui déchire la région du] Darfour, la Chine a pu utiliser son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies pour procurer une certaine protection diplomatique au régime soudanais. Le pays a clairement démontré son pouvoir en opposant son veto aux efforts récents visant à expédier une force de maintien de la paix au Soudan sans l'accord de Karthoum. Le support chinois a servi à un État infâme, en plus de faire dérailler les efforts internationaux pour résoudre la crise.

Les ventes d'armes de la Chine au Soudan ont augmenté de manière significative à partir du milieu des années 1990, ce qui coïncide avec le premier investissement de la China National Petroleum Corporation (CNPC) dans le consortium soudanais Greater Nile Petroleum Operating Company (GNPOC). La société d'État chinoise possède désormais 40 % du consortium. Et il ne s'agit que d'un exemple des investissements chinois dans l'industrie pétrolière soudanaise.

L'Afrique occupe le second rang des fournisseurs de pétrole de la Chine, tout juste derrière le Moyen-Orient. On estime que le pétrole africain représente de 26 à 33 % des importations de pétrole de la Chine et que ces statistiques augmentent d'environ 30 % chaque année. L'argent chinois crée une conjoncture qui peut procurer à plusieurs pays africains une véritable occasion de prendre en main leur futur. Il appartient à la société civile de ces pays de veiller à ce que ses leaders ne gaspillent pas cette opportunité.



AP PHOTO/GREG BAKER

## Le rôle de la société civile

Autant en Afrique qu'en Chine, les organisations de base ont tendance à être bâillonnées par leur environnement politique, mais les liens ne cessent de croître. Par exemple, en janvier 2007, des organisations de la société civile chinoise étaient présentes au Forum social mondial de Nairobi. Aussi, en mai 2007, durant une rencontre de la Banque de développement africaine, un forum parallèle avait été organisé par des organisations de la société civile pour examiner l'impact de la Chine en Afrique.

Il y a place dans cet échange pour l'Occident, à travers les organisations de la société civile et les groupes attachés à la justice sociale. Mieux établis, mieux financés et pouvant bénéficier d'une liberté d'action plus grande, les organisations occidentales peuvent nourrir et faciliter le dialogue, en plus d'aider à cimenter les relations entre les groupes chinois et africains.

Les groupes en provenance de la société civile peuvent s'appuyer sur le fait que l'approche stratégique de la Chine en Afrique contient des failles qui peuvent être exploitées. La politique racoleuse de « non-ingérence » dans la politique in-

**Affiche annonçant le Sommet Chine-Afrique dans les rues de Beijing, l'an dernier. Créé en l'an 2000, ce Forum de coopération sino-africain vise à renforcer les liens entre la Chine et les pays d'Afrique.**

térieure en constitue un exemple. [...] Le concept peut aussi bien être rangé au placard lorsque la situation le commande.

En Zambie, la désapprobation des actions chinoises s'est faite ressentir jusque dans les urnes. En 2006, le candidat à l'élection présidentielle Michael Sata, a fait campagne sur des thèmes anti-Chine. Il a perdu les élections mais il est parvenu à recueillir 29 % des suffrages. À cette occasion, en rupture flagrante avec sa politique de non-ingérence, la Chine avait menacé de couper les liens économiques avec la Zambie si le candidat Sata remportait les élections. Tous les pays africains devraient méditer cet exemple qui montre que la Chine n'hésitera pas à s'engager sur le terrain de la politique intérieure si ses intérêts économiques sont menacés.

La version complète de cet article est disponible sur [www.africafiles.org](http://www.africafiles.org).

## TALIBANS

SUITE DE LA UNE

présence en Afghanistan : la campagne menée contre l'Armée républicaine irlandaise (IRA), en Ulster. À partir de cet exemple, un haut gradé britannique a estimé que son pays aura besoin de « 38 années » pour pacifier les talibans et l'Afghanistan. [...]

Si le Pakistan apparaît fort pressé de voir les troupes étrangères quitter l'Afghanistan, c'est que leur présence a considérablement diminué l'influence qu'il exerce à Kaboul, tout en faisant augmenter celle de son ennemi juré, l'Inde. Si les soldats étrangers quittaient le pays, les 35 000 soldats de l'armée nationale afghane pourraient difficilement résister aux talibans. En l'absence de forces étrangères, il est probable que ces derniers reprendraient Kaboul et qu'ils y rétabliraient l'avantage stratégique d'Islamabad.

### Un froid entre Karzaï et Musharraf

Depuis longtemps, Kaboul accuse Pervez Musharraf, le président pakistanais, de protéger des dirigeants talibans dans le sud-ouest de son pays, à la frontière avec l'Afghanistan. Dans une entrevue à l'hebdomadaire américain *Newsweek*, l'an dernier, le président afghan Hamid Karzaï accusait même son vis-à-vis pakistanais de ne rien faire contre les dirigeants talibans. « *mollah Omar* [NDLR : le chef des talibans d'Afghanistan] est certainement à Quetta, au Pakistan, et Musharraf le sait fort bien, affirmait-il. Nous lui avons même fourni la position de sa maison sur un GPS et son numéro de téléphone. »

Pervez Musharraf a démenti les accusations de son homologue afghan et les juge « sans fondements ». Dans une entrevue accordée à CNN, il s'est vengé en disant que « Karzaï agit comme une autruche ». Plus tard, il lui a conseillé sur un ton sarcastique « de mettre de l'ordre dans sa propre maison », une référence à peine voilée au fait que ni Kaboul ni la coalition États-Unis-OTAN n'ont réussi à mettre fin à la violence en Afghanistan.

Le différent grandissant entre Musharraf et Karzaï a persuadé le président

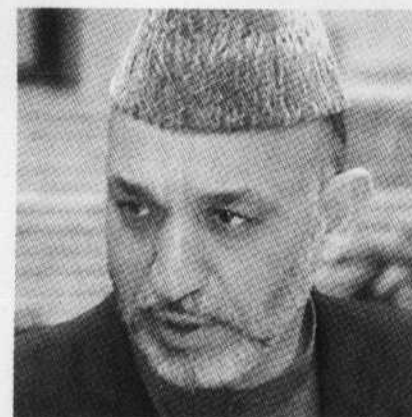


PHOTO: WWW.HORAZ.COM

Hamid Karzaï

américain George W. Bush d'intervenir au plus vite pour calmer les passions d'un côté comme de l'autre. En septembre 2006, à la Maison Blanche, le président a même été l'hôte d'un dîner marquant le début du Ramadan, avec Musharraf et Karzaï comme invités. À ce moment-là, l'animosité entre les deux hommes avait atteint un tel sommet qu'ils ne s'adressaient même plus la parole, sauf pour s'échanger des pointes acerbes. [...]

Le premier signal d'un dégel est venu d'Hamid Karzaï. Ainsi, il a proposé que le Pakistan et l'Afghanistan organisent conjointement une Jirga des chefs tribaux vivant de part et d'autre de la ligne Durand, qui sert de frontière entre les deux pays. Pour lui, il s'agissait d'obtenir de ces dirigeants une condamnation sans appel du terrorisme. Mais la proposition reçut un accueil glacial de la part de Musharraf. Ce n'est que devant l'enthousiasme manifesté par le président Bush qu'il a fini par s'y rallier.

Depuis son arrivée au pouvoir, en 2002, Hamid Karzaï a souvent tenté de faire revivre l'institution traditionnelle de la Jirga, ce qui lui a valu beaucoup de critiques de la part de la communauté internationale. Pourtant, malgré les critiques incessantes de son approche, il demeure convaincu voulant que la Jirga constitue l'outil le plus efficace pour résoudre les conflits dans la société pachtoune. [...]

En définitive, la Jirga n'a pas été un véritable succès, sans être pour autant un

échec. Après tout, il s'agissait du plus grand rassemblement de dirigeants pachtoune depuis 1883, date à laquelle le tracé de la ligne Durand a séparé en deux leur territoire, pour en attribuer la moitié à l'Afghanistan, et l'autre à l'Empire britannique des Indes.

Du point de vue des États-Unis, la Jirga s'est pourtant révélé un succès incontestable, puisque l'assemblée a condamné le terrorisme de manière non équivoque, en plus de s'engager à éliminer Al-Qaïda de son territoire. [...] Cela ne doit pas faire oublier que les chefs ont souvent discuté de généralités, sans explorer beaucoup de solutions concrètes. Mais cela ne devrait pas empêcher de miser sur cette institution pour fournir les petits détails qui permettront de conduire à la paix.

### Sentiment d'exclusion

Il apparaît simpliste de décrire la résistance afghane comme une milice talibane ou de soutenir qu'elle s'inspire seulement du terrorisme d'Al-Qaïda. Même si les Pachtoune rejettent Al-Qaïda et le terrorisme, comme la Jirga semble le suggérer, ils ont le sentiment d'avoir perdu le pouvoir à Kaboul, après l'avoir détenu durant 200 ans. Tout cela au profit de l'Alliance du Nord, qu'ils associent à une minorité ethnique alliée avec les États-Unis. Les talibans, qui sont en majorité pachtoune, misent sur ce sentiment d'exclusion du pouvoir.

Le président afghan, avec l'aide des 50 membres du conseil tribal, apparaît le mieux placé pour amorcer des pourparlers [pouvant mener à la paix] [...] Après tout, il a talibans et avec le chef du Parti Hizb-i-Islami, l'ancien premier ministre pakistanais Gulbadin Hikmatyar, que les États-Unis accusent d'être un allié d'Al-Qaïda. Et maintenant que [plusieurs leaders] Pachtoune, (...) les plus engagés en faveur d'un Afghanistan séculier, ajoutent leur voix à celles qui réclament l'ouverture des pourparlers avec la résistance afghane, les États-Unis et la communauté internationale devraient tendre l'oreille.

L'auteur est sociologue à l'Université du Wisconsin. Il a publié cet article sur le site du Foreign Policy in Focus ([www.fpi.org](http://www.fpi.org)).

## IRAK

SUITE DE LA UNE

dernier, les veuves pouvaient au moins compter sur la distribution de nourriture durant le Ramadan. Mais cette année, la plupart des distributions ont été annulées, soit pour des raisons de sécurité, soit par manque de fonds », rappelle Ali Hussein, de l'ONG irakienne Tammuz, qui fournit un support matériel et logistique pour les veuves.

« La plupart des donateurs étrangers, comme par exemple le Canada, ont ordonné à leur ONG de quitter l'Irak à la fin de 2005 pour des raisons de sécurité, poursuit Ali Hussein. Et ces groupes ont éprouvé de plus en plus de difficultés à soutenir à distance des initiatives de création d'emplois ou des programmes pour les femmes, même par l'intermédiaire de groupes irakiens. Voilà pourquoi nous estimons que le gouvernement irakien devrait suivre l'exemple de la région autonome du Kurdistan, en introduisant un système universel de pension minimale pour les veuves. Plutôt que de privatiser notre richesse pétrolière, le gouvernement devrait la gérer avec prudence, en utilisant les profits pour améliorer la vie des pauvres, plutôt que celle de l'élite et des amis étrangers. »

### En visite chez l'ennemi

La campagne en faveur des veuves a été lancée l'an dernier par la Ligue des Femmes irakiennes et par plusieurs groupes qui se situent plutôt à gauche sur le spectre politique. Mais la coalition a grandi rapidement, au point d'inclure des associations professionnelles peu suspectes de radicalisme politique comme les médecins, les journalistes, les fonctionnaires et des dirigeants religieux du pays tout entier.

Comme bon nombre de dirigeants religieux locaux supportent avec enthousiasme la protection des femmes et des enfants, la campagne a facilité la création de réseaux et de liens de solidarité à l'échelle locale. Dans certains cas, elle a miné le pouvoir des politiciens sectaires ou des chefs de milices. Dans certains districts, la campagne des veuves a permis de rétablir certains liens de confiance entre les communautés, comme par exemple l'organisation de visites entre des dignitaires chiites et sunnites, ou

encore le remplacement de barricades sous le contrôle de miliciens par des patrouilles d'hommes plus âgés, qui sont moins susceptibles de laisser des incidents mineurs dégénérer en affrontements sanglants.

En fait, la campagne des veuves offre aussi aux organisations laïques ou progressistes une occasion inespérée d'aller travailler dans des districts pauvres. La plupart de ces secteurs sont tombés sous la coupe de milices religieuses, au point ou toute forme d'activité civique ou politique passe par des partis islamistes. Le groupe Renaissance des femmes irakiennes fait partie des organisations féministes de gauche qui considèrent ces districts pauvres comme le nouvel objectif à atteindre, la nouvelle frontière que doivent franchir les mouvements sociaux. « Grâce à cette campagne, nous pouvons coopérer avec des hommes et des femmes qui constituent la base des partis islamistes, et nous pouvons les convaincre de la pertinence de nos objectifs séculiers et progressistes », résume Alia Abdeljabbar, une militante de l'organisation.

« Nous ne les convainquons pas avec des slogans ou au terme de débats abstraits, poursuit Mme Abdeljabbar, mais en réussissant à obtenir des bénéfices tangibles pour les secteurs les plus pauvres de la société irakienne. » Et ça marche. Par exemple, dans la région de Bassorah, des militants de la campagne ont découvert que des administrateurs locaux obligeaient les veuves à faire contresigner leur demande de pension par leur père ou par leur frère. Avec l'aide des médias locaux et de théologiens plus libéraux, ils les ont forcés à abandonner cette exigence.

« Il s'agissait d'un exemple typique de l'islamisation rampante de la société, conclut Alia Abdeljabbar. Nous avons une constitution laïque, mais nous devons constamment combattre de nouvelles lois qui veulent rétablir le contrôle patriarcal sur les femmes. Les Irakiens ne savent pas trop comment réagir à ces réformes, supposément islamiques. Mais grâce aux actions de la campagne des veuves, ils peuvent constater que l'approche laïque est plus conforme à leur mode de vie, et plus proche de la manière dont ils veulent vivre aujourd'hui. »

L'auteur travaille pour Alternatives.

# Quelle transition à Cuba ?

Depuis le retrait de Fidel Castro des affaires courantes, en juillet 2006, Cuba est entrée dans une nouvelle ère. Certes, le régime présentement mené par Raul Castro est solide. Également, l'économie connaît une embellie, notamment grâce aux nouveaux liens avec le Venezuela. Enfin, les changements en Amérique du Sud avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche donnent une bouffée d'oxygène à un pays depuis si longtemps menacé par les États-Unis.

PIERRE BEAUDET

Tout semble donc, en apparence en tout cas, rouler sur des roulettes. Mais pour les Cubains et les Cubaines, la réalité quotidienne faite de pénuries et de blocages divers n'est pas facile. À long terme, il n'est pas évident que la majorité de la population, qui a connu durant l'essentiel de sa vie adulte cette « période spéciale » qui s'éternise depuis plus de 15 ans soit attachée au projet *fidelist*. À travers tout cela, se développent des débats intenses, mais discrets, qui traversent les différentes sphères de la société.

Dans les rues de La Havane, même dans le quartier historique pourtant revampé depuis quelques années, il y a sur le visage des gens beaucoup de lassitude. Chaque jour, le commun des mortels doit combattre sans répit pour joindre les deux bouts. Le salaire mensuel, en moyenne 15 dollars par mois, ne suffit pas. Certes, le carnet de rationnement permet à tout le monde de ne pas souffrir (trop), mais il rend accessible (à des

prix très bas) à peu près la moitié de ce qu'une famille consomme. Une blague qu'on entend souvent reflète le cynisme ambiant : « *L'État fait semblant de nous payer et nous faisons semblant de travailler.* » Aussi, on assiste à une désertion croissante des employés de l'État, notamment les professionnels, vers de lucratives activités parallèles, principalement dans le tourisme.

La contradiction est que l'économie se porte mieux, surtout par rapport à l'effondrement que Cuba a vécu au moment de la disparition de l'Union soviétique. Le tourisme, l'extraction du nickel et, de plus en plus, l'exportation de services (20 000 enseignants et médecins cubains sont au Venezuela) expliquent un taux de croissance de 12,5 %, en 2006. À cela il convient d'ajouter les transferts très importants en provenance des Cubains de l'étranger et les très généreux subsides (100 000 barils de pétrole par jour) du Venezuela de Hugo Chavés. Mais il en faudrait davantage pour faire vivre 12 millions de Cubains. Le plus choquant pour une partie importante de la population, c'est le fait que les écarts se creusent entre une minorité qui s'en tire parce qu'elle a accès aux précieux dollars et les autres qui doivent se contenter de vivre.

Le « modèle » chinois

Au sein de la direction cubaine, il y a un vif sentiment à l'effet qu'on doit amorcer des changements pour faire face aux défis immenses sur le plan social et économique. On sait qu'il faut préparer le choc gigantesque qui surviendra lors de la disparition de Fidel Castro. Ce dernier n'est pas seulement la figure emblématique de la révolution, mais encore celui qui a toujours su manœuvrer entre les écueils. Le fait que le *Commandante* ne soit plus, depuis sa maladie, aux commandes de l'État, est important mais pas encore fondamental, tant est grand son pouvoir d'influence.

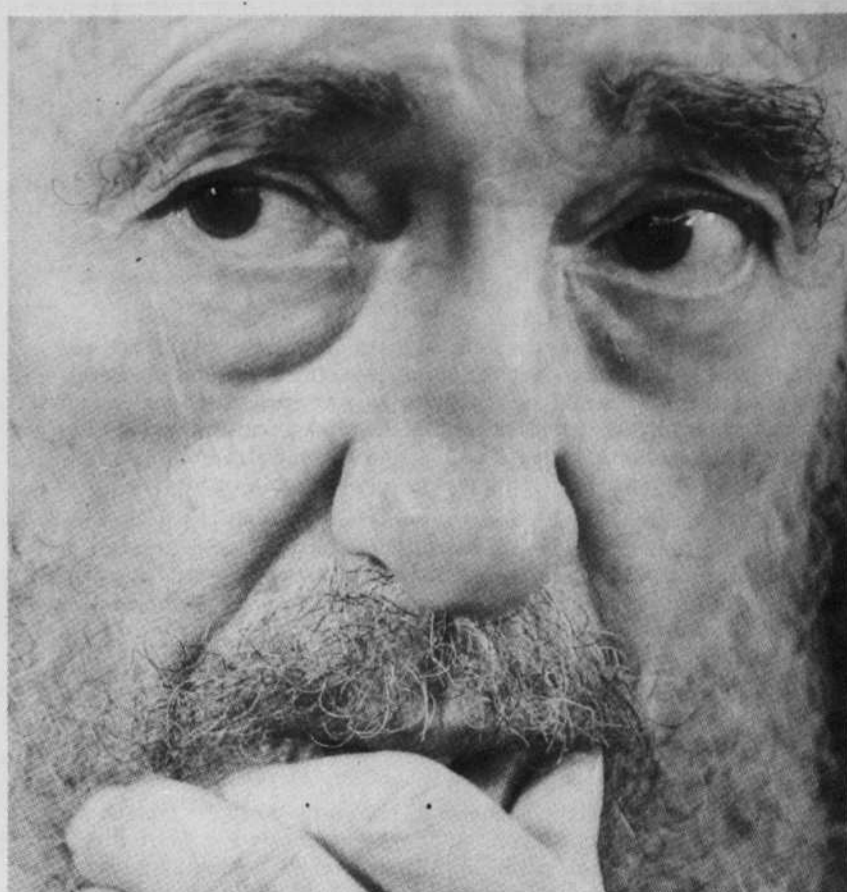
« *Personne, même pas Fidel, n'est éternel* », disent les Cubains. Quels sont

ces choix qui s'offrent aux dirigeants actuels ? Ils apparaissent tous difficiles, la marge de manœuvre restant très étroite. Il y a d'abord ce qui semble se dégager de Raul Castro et qu'il faut deviner puisqu'il reste très discret sur ce que certains appellent le « modèle chinois ». Il s'agit en fait d'ouvrir de plus grands secteurs à l'entreprise privée, cubaine et internationale, tout en réservant au Parti communiste cubain (PCC) la gouverne exclusive du pays et la lourde tâche de redistribuer, de manière centralisée, les profits de cette ouverture. Présentement, cette option est populaire au sein de l'armée, qui détient déjà plus de 30 % de l'économie, à travers près de 800 entreprises, dans pratiquement tous les secteurs. Ce scénario aurait évidemment pour effet de reproduire, voire de consolider des structures hyper centralisées et relativement efficaces.

Sauver le bébé et jeter l'eau du bain

L'autre option qui s'offre au débat est celle d'une lutte pour rénover l'expérience socialiste cubaine, notamment en élargissant les espaces de démocratie et de participation populaire. Cette perspective s'exprime par exemple par une certaine décentralisation en cours au bénéfice des instances municipales et locales. Les résultats de ces nouvelles pratiques commencent à se faire connaître, non seulement sur le plan de l'efficacité économique et de la diminution des obstacles bureaucratiques, mais aussi dans l'élaboration de mécanismes où les gens ont le pouvoir d'influer davantage les décisions qui les concernent.

Aurelio Alonso, un intellectuel bien connu à La Havane et présentement responsable de la célèbre revue *La Casa de las Americas*, espère que ce débat puisse avancer plus vite et plus loin. Mais, en même temps, il nous rappelle que sauver le bébé (les acquis de la révolution) tout en jetant l'eau du bain (la bureaucratie) ne sera pas facile : « *Nos problèmes, notamment le pouvoir très personnalisé, nous ont été imposés par le blocus implacable des États-Unis. Le régime*



a été obligé de réaliser des zigzags stratégiques pour garantir sa survie, de résister dans des conditions d'une austérité imposée à la population. » Le danger n'est pas léger au moment où les néoconservateurs états-uniens ont le dos au mur et agissent comme un gros ours blessé, plein de colère et de délice.

Après Fidel

Selon Alonso, le modèle mis en place par Fidel Castro ne durera pas, du moins pas comme tel, après la disparition du *Commandante*. Et donc, il faudra bien changer : « *Fidel estime que si la révolution ne peut être détruite de l'extérieur, elle peut se saborder elle-même. Et il indique la corruption comme étant au centre du mal pouvant provoquer cette destruction. Je pense qu'il a raison, mais qu'il n'a pas tout dit. Je me demande d'ailleurs si l'écroulement du système soviétique était, essentiellement, un effet de la corruption, même si la corruption était*

certainement présente. Je crois que le socialisme peut être agressé aussi bien par la corruption que par le bureaucratisme et le manque de démocratie. Et je ne parle pas là de systèmes électoralistes ni d'alternances dans l'exercice du pouvoir. Je parle de la démocratie, que nous n'avons pas été capables de créer sur Terre, bien que nous croyions tous savoir de quoi il s'agit. »

Le chercheur cubain reste malgré tout optimiste, car, affirme-t-il, « *la société cubaine, socialiste, même si ce terme exprime surtout encore ce qu'elle aspire à être et non ce qu'elle est, dispose d'une intelligence, d'un "capital humain" comme c'est à la mode de le formuler, qui est exceptionnel et décisif pour les changements qui sont à l'ordre du jour sur le continent. Aussi pour penser l'avenir à partir d'une perspective politique, économique, sociologique et éthique.* »

L'auteur est fondateur d'Alternatives. Il enseigne à l'Université d'Ottawa.

Turquie

## La démocratie à la sauce islamiste

Le 28 août 2007, la Turquie est devenue la première république laïque dirigée par un président islamiste. À cheval sur l'Europe et sur le Moyen-Orient, le pays de 72 millions d'habitants expérimente un étonnant cocktail où se mélange la démocratie, la laïcité et l'islam politique.

CEYDA TURAN

ANKARA — Le printemps a été mouvementé en Turquie. Des millions de personnes sont descendues dans les rues du pays pour dénoncer la nomination éventuelle d'un président associé à l'islam politique. La direction de l'armée s'est mise à s'agiter et à multiplier les déclarations sur la nécessité de défendre l'État laïque hérité du fondateur de la Turquie moderne, Mustapha Kemal, dit Atatürk.

L'opposition parlementaire a réussi à bloquer la nomination du candidat islamiste proposée dans le Parti de la Justice et du Développement (AKP), le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül. À la demande de l'opposition, la Cour constitutionnelle est intervenue pour annuler l'élection de M. Gül à la présidence, ce qui a provoqué une impasse politique majeure.

Pour dénouer la crise, des élections législatives ont été tenues le 22 juillet. À la surprise générale, le scrutin a débouché sur un véritable raz-de-marée en faveur du parti islamiste au pouvoir, l'AKP, qui en est ressorti plus fort que jamais. Le Parti a réuni 46,7 % des suffrages, ce qui lui assure 341 des 500 sièges du Parlement et qui lui permet de former le gouvernement, sans avoir besoin de nouer des alliances avec un parti d'opposition. Désormais, pour reprendre la formule consacrée, l'AKP représente « un électeur turc sur deux ».

Du côté de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, laïc) est demeuré la deuxième formation politique du pays, en recueillant 20,8 % des suffrages et 112 sièges. En fait, un seul autre parti a franchi la barre fatidique des 10 % de suffrage qui permet d'obtenir une représentation au Parlement. Il s'agit du Parti du Mouvement nationaliste (MHP), une formation d'extrême droite qui a recueilli 14,3 % des votes.

Fait étonnant, la montée de la droite ultranationaliste turque s'accompagne de l'entrée au Parlement de 23 députés kurdes, qui se sont fait élire comme indépendants. Depuis l'emprisonnement de députés du Parti pour une société démocratique (DPT), qui avaient prêté serment d'office en kurde, en 1994, les partis kurdes n'avaient plus de représentation au Parlement. En se présentant comme indépendants, les représentants kurdes ont permis à leur parti d'échapper à la règle des 10 % de suffrages nécessaires pour obtenir une représentation.

Reste que les succès électoraux des islamistes de l'AKP ont démontré que la majorité de l'électorat n'endossait pas

les distinctions idéologiques entre le sécularisme et la Charia, qu'ont tenté d'imposer les forces de l'establishment. Pas plus qu'il n'approuvait les interventions des militaires et de la bureaucratie dans le processus démocratique. « *Le succès de l'AKP est d'abord relié à la colère qu'ont suscitée les interventions de l'armée et de la bureaucratie dans la controverse entourant l'élection du président* », résume le journaliste Avni Özgüne.

Un vote en faveur de la stabilité ?

Plusieurs commentateurs estiment que les préoccupations entourant l'entrée éventuelle de la Turquie dans l'Union européenne, ou touchant à la stabilité de l'économie, ont largement éclipsé les craintes quant à la fragilité de la laïcité officielle. D'autres attribuent plutôt le succès du gouvernement sortant à la période actuelle de croissance accélérée et de stabilité, provoquée par l'afflux important de capitaux étrangers. Même si l'électorat turc ne bénéficie pas toujours des retombées de cette croissance, il semble que la majorité n'ait pas voulu risquer l'équilibre de cet ensemble. De plus, un bon nombre d'électeurs croient que l'AKP mettra en place les réformes nécessaires pour assurer l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

De l'avis de l'analyste politique Dogu Ergil, la victoire de l'AKP constitue « un vote en faveur de la stabilité et de la continuité ». En fait, il estime que l'opposition a probablement rendu la partie plus facile pour le parti au pouvoir en jouant la carte de la laïcité. Tout cela au lieu de proposer des solutions aux véritables problèmes du pays, à commencer par le chômage, la question kurde et l'entrée dans l'Union européenne. Quant à savoir si l'AKP sera à la source de réformes visant à élargir les libertés, ou si l'actuelle croissance économique basée sur la spéculation durera, il conclut que cela reste à voir.

Le 28 août 2007, après que sa candidature eut causé des mois de turbulences politiques et qu'elle eut quasiment provoqué un coup d'État militaire, le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, a prêté serment comme président de la Turquie.

Même s'il a recueilli 46,7 % des suffrages, l'AKP ne disposait pas des 367 sièges au Parlement qui auraient assuré l'élection de son protégé Gül à la présidence. Selon le dirigeant de l'opposition, Deniz Baykal, cela aurait forcé le parti au pouvoir à trouver un candidat de consensus, si le dirigeant de l'extrême droite, Devlet Bahçeli, n'avait pas annoncé que son parti collaborerait à l'élection du candidat controversé. Aussi, malgré le boycott d'une partie de l'opposition,



PHOTO: FLICKR.COM

Une rue d'Istanbul pavoisée de publicité électorale, à la veille du scrutin du mois de juillet.

Abdullah Gül est devenu le premier chef d'État turc à avoir maintes fois répété par le passé qu'il n'endossait pas le système officiel de démocratie laïque.

La présidence de la République a traditionnellement été considérée comme une garantie du caractère laïque de l'État, à cause du rôle de contrepois qu'elle a souvent joué par rapport au Parlement. Dans ces conditions, les forces de l'opposition, notamment le CHP, l'armée et la classe moyenne des villes, perçoivent l'arrivée d'Abdullah Gül à la présidence comme la perte d'une forteresse. Le célèbre chroniqueur İlhan Selçuk, du quotidien *Cumhuriyet*, a écrit : « *La présidence de Gül constitue le triomphe des forces contre-révolutionnaires, mais le conflit entre la révolution [kémaliste] et la contre-révolution [islamiste] n'est pas encore terminée en Turquie.* »

Selçuk s'est aussi intéressé aux aspects internationaux de l'élection. Pour lui, les succès électoraux de l'AKP et l'accession d'Abdullah Gül à la présidence font partie des efforts déployés par les États-Unis pour changer le régime politique turc de manière à pouvoir présenter un modèle d'État islamique modéré au reste du Moyen-Orient.

L'attitude de l'armée turque

L'armée n'a pas caché son mécontentement, avant même le vote du Parlement sur la présidence. Le chef d'État major Yasar Büyükanit a déclaré que « *des plans odieux pour ruiner le caractère séculier et démocratique de la Turquie émergent tous les jours, sous différentes formes* ». Il a rajouté [que] « *notre nation assiste au développement de centres du mal qui tentent systématiquement de ronger le caractère séculier de la République turque* ». Il n'a pas

manqué d'ajouter que « *les militaires afficheront comme par le passé la même détermination à préserver l'ordre social, séculier et démocratique de la Turquie* ».

Faut-il ajouter que les généraux n'ont pas assisté à la cérémonie d'inauguration de la présidence d'Abdullah Gül ?

Malgré tout, les probabilités d'un coup d'État militaire apparaissent bien minces, compte tenu de l'absence d'un soutien populaire ou politique qui pourrait lui conférer une certaine légitimité.

La question demeure ouverte : est-ce que Abdullah Gül agira comme un président impartial, protégeant les principes fondateurs de la République, même si cela contredit la volonté de l'AKP, le parti islamiste qu'il a cofondé ? Ou bien restera-t-il d'abord et avant tout un militant de son parti, confirmant ainsi les pires craintes de ceux qui pensent que son accession à la présidence minera le caractère laïque de la Turquie ?

Monsieur Gül a tenté de chasser les soupçons qui pèsent contre lui en affirmant « *qu'il ne joue pas la comédie, et qu'il favorise d'abord la transparence* ». Mais il en faudrait davantage pour rassurer les sceptiques. Lors d'une entrevue accordée le 15 décembre 2005 par Abdullah Gül, au quotidien britannique *The Guardian*, le futur président déclarait le plus naturellement du monde : « *La fin du régime séculier est arrivée en Turquie. Il ne fait pas de doute que nous voulons changer ce système.* » Dans ces conditions, on comprend que M. Gül aura beaucoup de mal à convaincre les uns et les autres, peu importe ses promesses.

Le Guide Ulysse  
Stagiaires  
sans  
frontières  
de l'auteur  
Alexandre  
Chouinard,  
votre passeport  
pour l'aventure  
humanitaire!



19,95\$

Vous y trouverez

- les organismes et les ressources disponibles;
- les tuyaux pour financer le séjour;
- les livres à lire et les sites Internet à consulter;
- les réalités du départ et du retour;
- et plus encore!

Disponible dans toutes les bonnes librairies et par Internet au [www.guidesulysse.com](http://www.guidesulysse.com)

## BILLETS

## Le Martien et les accommodements raisonnables



Francis Dupuis-Déri

Rapport de mission d'observation. Je suis sur la planète \*#X?b7%\*, pas très loin du pôle Nord, dans une région peuplée d'individus sympathiques. Malheureusement, plusieurs sont affectés par une épidémie d'anxiété qui s'exprime par des hallucinations collectives. Ils s'imaginent confrontés à des « vagues massives d'immigration » qui « menacent l'identité de la majorité » qui devrait alors se mobiliser « pour résister » et « ne pas mourir ».

Il m'a fallu beaucoup de temps pour comprendre quel était l'enjeu. Les habitants de la planète \*#X?b7%\* ne se considèrent pas tous membres de la même communauté. Ils ont divisé leur planète en zones. Les gens qui viennent d'une autre zone sont des « étrangers ». On les reconnaît semble-t-il au ton de leur épiderme ou à leur manière de se vêtir.

Les habitants de la planète \*#X?b7%\* accordent une grande signification à la densité de la pigmentation de leur épiderme. Leur épiderme n'est pas d'un vert uniforme, comme sur Mars. Il semble que chez cette espèce, le ton de l'épiderme a un effet direct sur la perception de soi : plus l'épiderme est pâle et plus on se croit supérieur aux autres.

Plus étrange encore, plusieurs habitants de la planète \*#X?b7%\* croient que l'univers a été créé par quelqu'un, qu'ils nomment « dieu ». Cet individu aurait un impact important même après leur mort (ils pensent leur esprit indépendant de leur corps biologique). Si ce n'était que cela... Chaque groupe est convaincu de savoir qui est le vrai « dieu », alors que les autres groupes seraient dans l'erreur, et vice-versa. Ce n'est rien encore.

La majorité que j'observe prétend qu'elle a constitué une société où il ne faut pas exprimer publiquement la croyance en dieu. Pourtant, des cités, des rues et des cours d'eau sont désignés par des noms d'individus légendaires (appelés des « saints ») qui auraient eu un rapport privilégié avec leur « dieu ». Il y a aussi une grande croix lumineuse tout en haut de la colline de leur cité la plus importante, qui représente le fils du dieu de cette majorité. Plusieurs fêtes rituelles sont célébrées, lors desquelles personne ou presque ne travaille.

Même si la majorité exprime ainsi sa croyance en dieu, elle reproche à la « masse d'immigrants » de lui imposer ses dieux. Ainsi, des femmes portent des foulards sur la tête et de jeunes mâles des couteaux à la ceinture. C'est le signe d'une invasion. J'ai cru à une véritable invasion lorsqu'il a commencé à faire très froid, parce que tout le monde portait un foulard. J'ai aussi paniqué quand j'ai vu des habitants se promenant avec des armes à feu à la ceinture, dans des véhicules avec des lumières éblouissantes sur le toit. Mais cela semble normal.

Dans les faits, il n'y a environ que 2 % à 3 % d'« étrangers » dans la zone que j'observe. J'ai même survolé des villages où il n'y en avait aucun (zéro), mais qui résistaient tout de même pour ne pas mourir. Je n'ai trouvé aucun « étranger » à la tête des organisations importantes, comme les grandes cités, les entreprises, les fédérations de travailleurs et de travailleuses, les grandes écoles et l'armée.

Le plus curieux, dans toute cette affaire, c'est que ce vent de panique est apparu au moment même où des milliers de guerriers sont partis faire la guerre dans une zone lointaine. À se croire envahie par des vagues imaginaires d'immigration, la majorité en oublie presque que c'est elle qui envahit une autre zone.

Conclusion et recommandation : je conseille aux Martiens de se tenir loin de cette planète. Nous y serions sans doute mal accueilli.

## Unis pour l'avenir du Québec et du monde

Le premier Forum social québécois s'est terminé le 26 août, à Montréal, par cet appel lancé par les mouvements sociaux du Québec. À ce jour, il a été signé par plus de 120 groupes, syndicats ou associations.

Nous, membres des mouvements sociaux du Québec, nous avons quelques torts à avouer...

C'est vrai que nous ne sommes jamais contents parce que le prix de la démocratie est une vigilance éternelle pour s'assurer que les droits et libertés des citoyens et des citoyennes, et leurs valeurs soient respectés, et qu'il faut plus que jamais résister aux reculs qu'on nous impose, en douce ou à la dure. En passant, cela ne nous empêche nullement de jouir pleinement de la vie, au contraire, elle a encore plus de goût quand on se bat pour en garder le meilleur...

C'est vrai, nous sommes fatigués parce qu'il le faut, parce que dans une démocratie qui avance par des débats publics et non par la violence, le progrès social ne s'obtient que par un travail incessant et par l'insistance digne de ramener à l'avant-plan des considérations humanistes qui ne seront jamais démodées. [...]

Nous sommes unis dans notre volonté de travailler ensemble, sur tous les terrains, y compris dans les coins, pour faire une société plus juste, plus écologique et plus humainement prospère pour tous les Québécois et toutes les Québécoises. Nous sommes unis derrière des valeurs humaines universelles de liberté, d'égalité entre les hommes et les femmes, de pluralisme, de laïcité, de respect des droits de la personne et de la dignité humaine, solidement unis avec tous les peuples de la terre. Nous sommes unis dans la diversité des causes qui nous motivent à intervenir et unis contre la pensée unique de ceux et celles qui voudraient nous faire passer la loi de la jungle économique pour de la liberté, et la résignation pour de la lucidité.

N'en déplaise à tous ceux et celles qui prétendent que nous sommes toujours contre, avant tout, nous sommes POUR. Nous sommes pour la richesse, en sachant qu'elle ne veut rien dire si elle ne commence pas par l'élimination de la pauvreté. Nous sommes pour des projets qui permettent au Québec de prendre les devants dans le développement soutenable et pour des initiatives qui sont innovatrices et au service des collectivités plutôt que de laisser l'initiative aux affairistes qui prennent leurs ambitions personnelles pour le bien commun. Nous sommes pour la mondialisation de la qualité de vie et non celle des privilèges et de l'exploitation, et pour le courage d'affirmer nos valeurs et d'agir pour la paix, la sécurité des femmes et des hommes et le respect de leurs droits partout dans le monde, ce qui est bien autre chose que l'alignement servile derrière les positions militaristes des grandes puissances.

C'est pourquoi nous en appelons à vous tous et toutes qui partagez ces valeurs, et qui voulez les défendre. Quelle que soit leur mission, les groupes sociaux sont ouverts à votre apport de nouvelles idées, de nouvelles énergies, de nouvelles sympathies. Parce que le travail concret de gens dévoués au bien commun finit toujours par donner des résultats, c'est avec vous que nous pourrions dire encore plus fort...

Nous sommes unis pour l'avenir du Québec et du monde !

La version complète peut être lue sur [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

ALTERNATIVES  
DIRECTRICE GÉNÉRALE : Marie-Hélène Bonin  
RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Jean-Simon Gagné

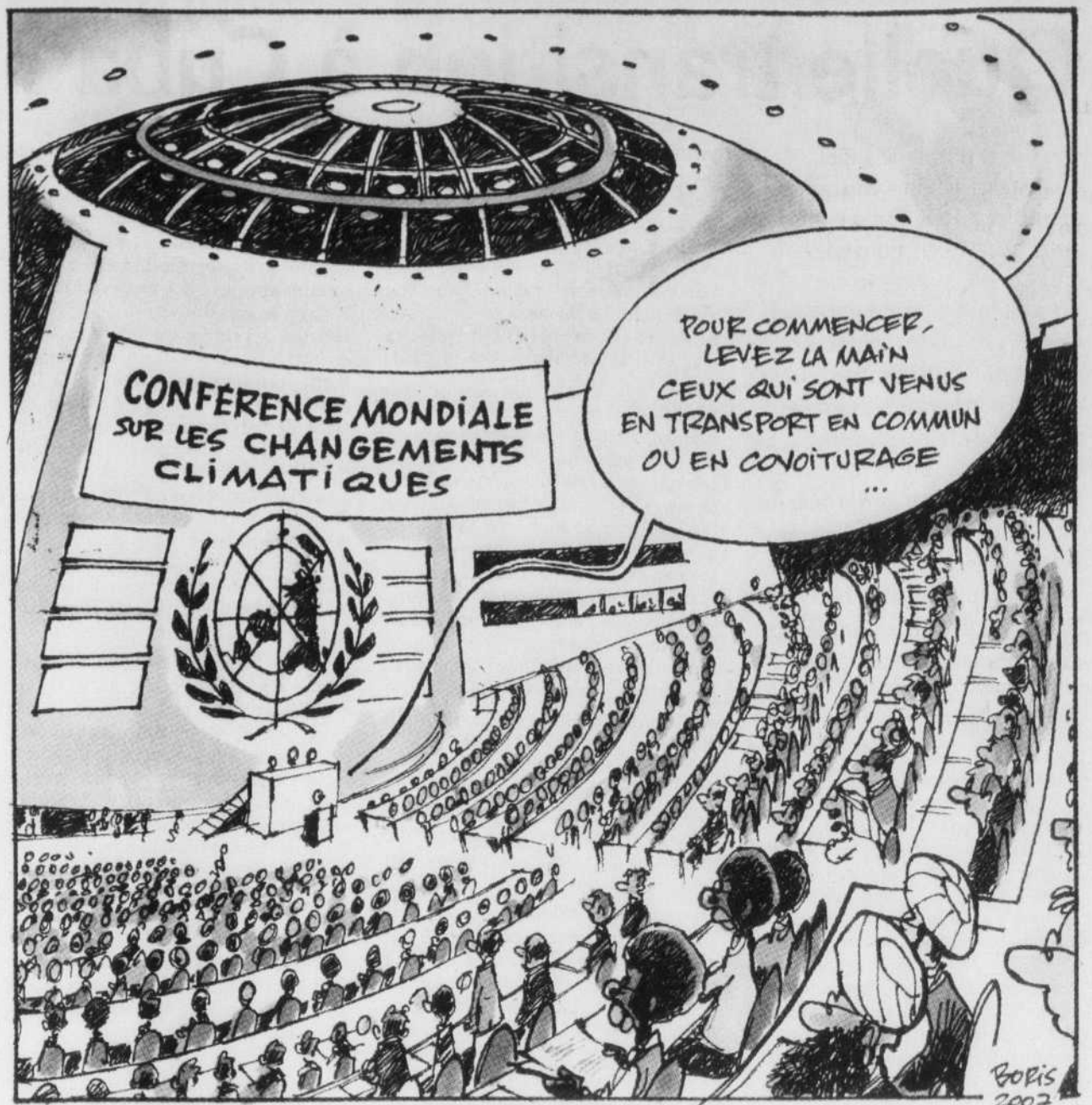
MONTRÉAL - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1  
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC - 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2  
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : [commentaires@alternatives.ca](mailto:commentaires@alternatives.ca) • Site Internet : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 26 septembre 2007 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Jean-Simon Gagné - COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Ève Gauthier, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Adam Novak, Tania Vachon - CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebeck et Michel Warschawski - RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan - INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet - CARICATURE : Boris

Droits des peuples autochtones  
Le Canada envers et contre tous

Le 13 septembre dernier, la fébrilité était à son comble au sein des populations autochtones et des défenseurs des droits humains du monde entier. Après plus de vingt années de négociations houleuses, l'Assemblée générale des Nations unies procédait à l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Au terme d'un vote final éloquent, le document a été adopté par une majorité écrasante de 143 voix, alors que seulement 4 pays s'y opposaient et que 11 s'abstenaient. Il s'agit cependant d'une victoire amère pour les populations autochtones du Canada : en votant contre la Déclaration aux côtés des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, le gouvernement conservateur prouvait que les vestiges d'une marginalisation historique étaient encore bien présents.

Pour 143 États, l'adoption de la Déclaration constitue le dénouement logique d'une lutte acharnée pour la reconnaissance des droits fondamentaux de plus de 370 millions d'autochtones à travers le monde. En effet, la Déclaration contribue au renforcement du système international des droits humains dans son ensemble en soutenant les principes internationaux fondamentaux et en assurant le respect des traditions, de la culture et d'un développement axé sur l'identité propre aux populations autochtones. Elle est donc l'instigatrice de normes minimales nécessaires à la survie et au bien-être des peuples autochtones du monde.

Il semble que le Canada n'entrevoie pas les choses de cette manière. Avant le vote final à l'Assemblée générale, John McNeen, ambassadeur du Canada à l'ONU, a fait le point sur la position canadienne. Il réitérait le fait qu'aucune ouverture ne serait possible tant que le libellé de la Déclaration conserverait sa forme actuelle.

Le Canada fait valoir notamment l'incompatibilité de la Déclaration avec le contexte constitutionnel canadien. L'argument présenté soutient que la Déclaration remettrait en cause certaines décisions de la Cour suprême, qu'elle entrerait en conflit avec le mode de négociation des traités ainsi qu'avec les obligations du Canada à l'égard des populations autochtones. Elle serait également inconciliable avec la Loi sur la Défense nationale. Un argument totalement démenti par les ministères des Affaires étrangères, des Affaires indiennes et de la Défense, qui ont eux-mêmes recommandé l'adoption de la Déclaration au premier ministre en 2006. La position canadienne n'est donc pas le fruit d'une incompatibilité juridique, mais plutôt le résultat d'une position politique adoptée par le gouvernement conservateur.

En développant un argumentaire basé sur l'incompatibilité de la Déclaration avec le contexte juridique canadien, le gouvernement renforce le statu quo des institutions et le cadre juridique actuel. Ainsi, les peuples autochtones continuent d'être assujettis à la Loi sur les Indiens, une loi coloniale vivement contestée par les défenseurs des droits humains en raison de son caractère désuet et rétrograde.

Par ailleurs, la Déclaration ne crée aucun nouveau droit, le document étant plutôt destiné à développer les normes exis-

tantes en matière de droits humains. Alors, pourquoi un pays qui se targue d'être un champion des droits de l'Homme aurait-il peur de jongler avec des normes universelles existantes pour lesquelles il a déjà consenti ? Évidemment, une adhésion à la Déclaration nécessite une volonté de mise en œuvre qui passe par l'octroi de ressources essentielles à une restructuration sociale et institutionnelle. Une volonté qui n'est manifestement pas partagée par le gouvernement actuel.

Parmi les libellés de la Déclaration qui sont « problématiques », soulignons l'article 26 qui stipule que les « peuples autochtones ont le droit aux terres, territoires et ressources qu'ils possèdent et occupent traditionnellement ou qu'ils ont utilisés ou acquis ». Le Canada craint que le texte provoque la réouverture de traités historiques et modernes et qu'il permette « d'appuyer des revendications déjà réglées ». Nous pensons toutefois que cet article est fondamental et nécessaire dans un pays où les revendications territoriales prennent de nombreuses années avant d'obtenir un écho de la part du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada. Sans compter que la grande majorité des griefs n'ont, pour leur part, encore jamais reçu de réponse.

L'article 19 est une autre disposition importante. Celle-ci aborde la nécessité d'obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des populations autochtones avant d'adopter des législations susceptibles de les concerner. À ce titre, le gouvernement clame que le libellé permet l'octroi d'un veto qui pourrait engendrer des déséquilibres entre les droits des peuples autochtones et des non autochtones. Nous croyons qu'il s'agit d'une question de respect minimal de nos droits et de nos intérêts. Comment le gouvernement peut-il, d'une part, prétendre reconnaître les droits des peuples autochtones (y compris le droit à l'autonomie gouvernementale) et, d'autre part, continuer de développer les territoires comme si nous n'existions pas ? Dorénavant, les gouvernements devront faire plus que tenir de beaux discours, ils devront passer de la parole aux actes.

Rappelons qu'au Canada les peuples autochtones représentent 3,4 % de la population, ce qui équivaut à plus d'un million d'individus. Parmi ces collectivités, le taux de chômage, la mortalité infantile, la sous-scolarisation et les problèmes de logement sont plus élevés que partout ailleurs au pays. La communication entre le gouvernement et la population est donc primordiale et des efforts doivent être entrepris pour favoriser le dialogue.

Il est temps que le Canada fasse preuve d'une plus grande moralité et de plus d'humanité à l'égard des peuples autochtones. La solidarité est de mise, notamment au sein de l'Assemblée nationale du Québec où les députés sont conviés à exprimer leur distance par rapport au gouvernement central. Quoi qu'on en dise, il sera toujours temps, pour le Canada, de renouer avec sa réputation de leader en matière de droits de l'Homme et d'adopter la Déclaration.

GHISLAIN PICARD  
Chef de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador

## Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives  
LE JOURNAL

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon avec un chèque à :  
JOURNAL ALTERNATIVES  
3720, avenue du Parc  
bureau 300, Montréal  
(Québec) H2X 2J1

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal!  
Pour en savoir plus : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

Viellissement des infrastructures au Québec

# L'âge du béton

**Pour expliquer le piètre état des routes, des ponts, des aqueducs et même des écoles du Québec, la recherche de coupables bat son plein. Et si, comme le suggèrent désormais plusieurs experts, la lutte contre le déficit des années 1990 s'était gagnée au détriment des infrastructures ?**

AMÉLIE TENDLAND

Effondrement de deux viaducs, fissures dans les souterrains de Montréal, écoles aux toits qui coulent, réseaux d'aqueduc désuets, transports en commun vétustes, les infrastructures du Québec ne vieillissent pas en beauté. La faute à qui ? Aux ingénieurs ? Aux constructeurs ? Aux politiciens ? On semble oublier que nombre d'études et une quantité impressionnante de spécialistes sonnaient l'alarme depuis quelques années déjà. Parfois même depuis 10 ou 15 ans.

La mort de cinq personnes dans l'effondrement du viaduc de la Concorde, à Laval, le 30 septembre 2006, aura servi d'électrochoc. Soudain, toutes les infrastructures routières apparaissent suspectes. Le drame du viaduc de la Concorde a mené à la création de la Commission Johnson, puis à l'inspection de 135 structures routières cet été. Récemment, tous les accès aux chantiers de la Baie-James ont même été fermés durant plusieurs jours aux camions hors normes, à cause d'inspections sur trois ponts, en Abitibi et au Lac-Saint-Jean.

Comme l'a fort joliment résumé un commentateur : « *Le romantisme n'a plus sa place sous les ponts du Québec.* »

Au moment même où le Québec ausculte ses infrastructures, une étude de Statistiques Canada aide à mieux comprendre comment nous avons pu en arriver là. L'étude, intitulée *Des routes et des jeux : dépenses des administrations publiques en infrastructures au Canada*.

1961 à 2005, démontre en effet que les administrations publiques ont investi massivement dans les infrastructures routières durant 20 ans, soit de 1960 à 1980. Par la suite, avec l'augmentation des déficits budgétaires, elles ont largement réduit ce genre de dépenses, quitte à laisser les infrastructures routières se dégrader à un rythme accéléré.

Selon Statistiques Canada, c'est toutefois au Québec que la situation serait la plus préoccupante. Malgré un réinvestissement important ces dernières années, qui a fait bondir l'enveloppe budgétaire de 4,3 milliards en 1998 à 7,3 milliards en 2005, l'étude conclut que ces sommes arrivent à peine à compenser la négligence passée. Aujourd'hui, les quelque 9000 ponts et viaducs du Québec détiennent le record de longévité au pays, avec un âge moyen de 27,4 ans, contre 23 ans pour l'ensemble du Canada. En dollars constants de 1997, la valeur de l'ensemble des infrastructures routières de la province serait passée de 23,5 milliards de dollars en 1981 à 19,5 milliards en 2005.

**Quarante pour cent de gaspillage**

Au Canada et au Québec, les réseaux d'aqueduc et d'égouts ne semblent pas en meilleur état que les infrastructures routières. Ces réseaux, dont certains ont même dépassé l'âge vénérable de 100 ans, laisseraient échapper des quantités importantes d'eau potable dans le sol. Toronto perdrait environ 8 % de son eau potable avant qu'elle ne parvienne aux robinets. À Vancouver, le gaspillage atteindrait 15 %. Certaines villes, particulièrement au Québec, en perdrait jusqu'à 30 %!

Les réseaux d'aqueduc des villes de Québec et de Montréal seraient singulièrement amochés, même si la situation varie considérablement en fonction des secteurs. Selon les estimations de la Ville de Québec, les fuites de son réseau d'aqueduc représenteraient 17 % de la consommation d'eau annuelle. Tout cela apparaît encore bien modeste comparé à Montréal. En 2002, des études réalisées pour le compte de la Ville estimaient que le pourcentage d'eau potable gaspillée, uniquement lors de la distribution, voisinerait plutôt 40 %!



PHOTO : WWW.DENISCARL.COM

En 2003, une étude de SNC Lavalin/Dessau-Soprin avançait que si rien n'était fait, 67 % du réseau d'aqueduc et 15 % du réseau d'égouts de Montréal seraient périmés d'ici 20 ans. À cause d'un sous-financement chronique, on estime désormais à quatre milliards de dollars le coût de la réhabilitation complète du réseau. Et en attendant les réparations nécessaires, le laisser-aller coûte déjà cher. À la suite du bris spectaculaire d'une conduite sur le boulevard Pie-IX, en 2002, Montréal a dû verser pas moins de 12,6 millions de dollars en réclamations diverses et en poursuites judiciaires.

Il y a deux ans, dans un accès de franchise, Alan DeSousa, responsable du développement durable au comité exécutif de la Ville de Montréal, avait donné son interprétation des faits au Devoir. Selon lui, l'entretien des infrastructures n'était tout simplement pas assez « rentable » politiquement. On tire de la gloire de la construction d'un pont ou d'une nouvelle structure, disait-il en substance, mais la réfection d'un égout ou d'une conduite d'eau ne vous donne pas un vote de plus.

**L'ensemble est problématique**

En plus des ponts, des viaducs, des routes, des réseaux d'aqueduc et des égouts, c'est l'ensemble des infrastructures du pays qui doit être examiné, selon Derek Burleton, économiste principal chez Groupe financier Banque TD. En 2004, ce spécialiste des finances publiques rappelait que la majorité des infrastructures canadiennes (routes, ponts, viaducs, transports en commun, réseaux d'aqueduc, égouts, hôpitaux, universités, logements sociaux, parcs, etc.) auront bientôt dépassé l'âge de 30 ans et qu'ils auront besoin d'investissements urgents.

Difficile d'évaluer combien il faudrait investir pour rattraper le retard accumulé depuis 20 ans. Entre 60 et 125 milliards, selon les évaluations. Pour l'instant, le programme fédéral prévoit octroyer 12 milliards aux infrastructures au cours des 20 prochaines années. Dans son dernier budget, le gouvernement Charest prévoyait 30 milliards répartis sur les cinq années à venir. À lui seul, le remplacement du gigantesque échangeur Turcot, dans l'ouest de Montréal, coûtera 1,5 milliard d'ici 2013.

*Une étude récente de Statistiques Canada démontre que les administrations publiques ont investi massivement dans les infrastructures jusqu'en 1980. Par la suite, avec l'augmentation des déficits budgétaires, elles ont largement réduit ce genre de dépenses.*

On le devinera, cette valse des milliards suscite bien des convoitises. Et si bon nombre d'experts s'entendent désormais pour dire que la lutte contre le déficit des années 1990 s'est gagnée au détriment des infrastructures, cette belle unanimité se dissipe dès lors qu'il faut imaginer des solutions pour résoudre le problème. Ne présumons de rien. Mais il n'est pas exclu que ceux-là mêmes qui suggéraient jadis de baisser les impôts plutôt que d'entretenir les infrastructures, en viennent à proposer de privatiser certaines structures trop coûteuses à réparer...

Un jour, peut-être, on entreprendra aussi de calculer les coûts sociaux engendrés par des décennies de coupes sombres dans certains programmes sociaux. Mais il s'agit d'une autre histoire.

L'auteure est journaliste indépendante.

## BERNARD ÉMOND

SUITE DE LA UNE

la trouve plus de ce côté-là. Mais c'est vrai que mon dernier film, *Contre toute espérance*, est peut-être mon film le plus politique, mais il n'est pas plus ou moins engagé que les autres. [...]

A. – L'engagement se retrouve d'abord dans la forme de vos films, leurs rythmes, leurs images, le jeu des acteurs, dans la façon de raconter leurs histoires.

B.É. – Aussi, oui. Je m'oppose aux mécanismes de manipulation des spectateurs inhérents au cinéma de divertissement. Je m'adresse à des spectateurs dont je veux respecter la liberté et la conscience. [...]

A. – La mémoire et la tradition sont des valeurs fondamentales dans la composition de vos œuvres. [...] Dans *Contre toute espérance*, elles sont symbolisées par cette toile d'Ozias Leduc représentant le mont Saint-Hilaire exposée dans la maison du grand patron de Canaworld Telecom. À travers l'emplacement même du tableau, c'est l'évocation de la dépossession des Canadiens français (excusez l'archaïsme), d'un peuple, moins par les Anglais – ce qu'un certain nationalisme primaire aime répéter – que par le grand capital et l'idéologie hégémonique qu'il a produite.

B.É. – Oui, cela est très clair pour moi.

A. – Dans ce film, il y a une prise de position politique sans équivoque. La révolte de Réjeanne est impulsive, mais parfaitement adressée, et violemment.

B.É. – Oui, c'est une révolte qui m'habite depuis toujours. Mais je ne pense pas que je ferais un bon cinéaste politique. Je suis trop attentif aux contradictions de mes personnages; j'ai de la difficulté à juste dénoncer. Ce qui ne veut pas dire que cela ne doit pas être fait. [...]

A. – Vous réalisez une trilogie en vous inspirant des vertus théologiques pour explorer notre société. [...] Est-ce que le fait de passer par un langage religieux ne manifeste pas un échec de la société laïque, des intellectuels québécois, de la gauche notamment. [...] Est-ce que les intellectuels n'ont pas failli à leur tâche en étant trop proche du pouvoir peut-être, de la bourgeoisie ? Et est-ce que l'Église n'a pas contribué largement, non seulement à ce que ce travail ne se fasse pas – ce qui tombe sous le sens –, mais à sa propre destruction et à celle de la culture qu'elle prétendait protéger ?

B.É. – Un échec des intellectuels, oui. Et particulièrement ceux de ma génération. On a beaucoup dit que la génération de 68 avait amené plein de progrès sur le plan des droits humains, le droit

des femmes, ce qui n'est pas faux, mais je crois profondément que c'était essentiellement une révolution hégémonique et individualiste, et que nous avons été l'avant-garde du néolibéralisme. Ce qui me rend fou! Je n'ai donc aucune sympathie pour ces années-là, et quand je vois ce qui est arrivé de plusieurs des leaders étudiants de l'époque, je crois que mon diagnostic est bon. [...] Mais je ne pense pas que l'Église ait joué un rôle particulier là-dedans. Les problèmes dont on parle ici se vivent ailleurs aussi. [...]

A. – Pier Paolo Pasolini [un écrivain et cinéaste auquel vous vous référez] affirme en 1975 dans ses *Écrits corsaires*, et c'est assez troublant, que le fascisme n'était rien comparativement à la puissance de destruction de l'idéologie hégémonique, de son pouvoir d'acculturation, d'uniformisation des esprits.

B.É. – Il a parfaitement raison. Sous le fascisme, il y a plein d'intellectuels italiens qui ont continué à écrire des œuvres ou qui en ont commencé, et qui se sont définis en opposition au fascisme. Mais dans un monde où on tente de persuader tout un chacun que la pensée n'a pas d'importance et que ce qui compte c'est le contentement personnel, qu'est-ce qu'on peut faire ? Comment lutter contre ça ? [...]

A. – L'indépendance et le socialisme étaient des enjeux importants pour votre génération. Qu'en est-il pour vous aujourd'hui de ces enjeux ?

B.É. – Je pense qu'ils ont encore du sens. Je ne vois pas comment, par exemple, les écologistes – parce qu'il y a un combat écologique à mener – je ne vois pas comment les écologistes vont pouvoir faire quoi que ce soit de significatif s'ils ne font pas la critique du capitalisme. Alors pour moi, l'idée du socialisme reste valable. Il faut être bien conscient de ce qui s'est passé dans les pays de l'Est avant 1989, bien sûr! Mais l'idée de socialisme pour moi n'a pas été invalidée. Aucunement.

A. – Mais il me semble qu'aujourd'hui, dans la gauche, on ne parle plus beaucoup de lutte des classes. Je crois que vous êtes un des rares cinéastes québécois, et intellectuels, à soulever cette question.

B.É. – Mais comment peut-on ne pas parler de classes sociales ?! Comment peut-on croire que ça n'a pas d'importance ? Comment peut-on croire que nous vivons dans une société égalitaire ? Il faut vraiment se fermer les yeux pour ne pas voir ça. [...] Écoutez... La gauche ne croit peut-être plus dans la lutte des classes, mais laissez-moi vous dire que la droite y croit, elle. Les patrons font une lutte de classes incroyable depuis les années 1980. Je veux dire : c'est eux qui la mènent, la lutte des classes. C'est



PHOTO : HENRY WELSH

Bernard Émond

effrayant. Lisez n'importe quel texte de l'Institut économique de Montréal, et dites-moi qu'ils ne sont pas en train de mener la lutte des classes! [...]

A. – Je reprends ma question autrement : avez-vous l'impression que la gauche d'aujourd'hui, une certaine gauche du moins, avec ses mots d'ordre venant de l'altermondialisme, les « manifestifs », etc., escamote des enjeux importants ?

B.É. – C'est très compliqué, parce que... Comment peut-on être contre des jeunes gens qui sortent avec des balounes et qui disent qu'on ne devrait pas avoir des 4X4 ? Bon, bravo! Je suis tout à fait d'accord avec eux, c'est formidable. Mais il ne faut pas croire que la vieille lutte syndicale classique était si pure et si gentille que ça. Il y a eu un corporatisme syndical qui a été profondément malsain au Québec, la création d'une aristocratie ouvrière plutôt conservatrice et pas particulièrement sensible aux injustices qui ne la touchent pas directement. Et moi, il y a des luttes syndicales que je n'ai pas particulièrement envie de soutenir, qui font en sorte que les gars vont pouvoir s'acheter plus de 4X4 et plus de jeep. Non! Ça ne m'intéresse pas. Mais dans la plupart des cas,

on n'est plus là, parce que les usines ferment, mais bon. C'est vraiment des questions complexes parce que chaque époque suscite, produit des formes d'opposition... On est vraiment à une époque de recul, ça c'est clair. Mais il y a peut-être dans ces altermondialismes joyeux-là (rires)... il y a peut-être des choses qui vont... en tout cas il y a des consciences qui se forment et c'est ça qui est important. Les luttes syndicales dans les années 1950, il fallait les mener de toute urgence, c'était des luttes de salubrité publique, le monde ne gagnait pas leur vie, le monde crevait de faim, le monde était malade dans les usines. Maintenant on est ailleurs, c'est autre chose. On crève encore mais de d'autres choses. Il n'y a jamais eu tant de pauvreté à Montréal, c'est épouvantable, c'est vraiment effrayant. [...] Ce que les personnages de mon film vivent, il y a des milliers de personnes qui vivent ça chaque semaine. Ouvrez le journal n'importe quel jour et c'est 200, 300, 1000 personnes dont les emplois viennent d'être transférés en Thaïlande. La mise à pied des téléphonistes de Bell, qui m'a inspiré pour mon film, est particulièrement révoltante : la compagnie s'est vendue à elle-même son propre service de téléphonistes pour pouvoir, en raison d'un trou dans la loi du travail, couper dans les salaires. C'est une vacherie sans nom. Et ça continue. On assiste à une complaisance à l'égard des inégalités sociales qui est épouvantable. [...] George Orwell disait peu de temps avant de mourir – je le cite souvent :

« *Un socialiste aujourd'hui, c'est comme un médecin auprès d'un patient qui est en train de mourir. Il sait qu'il va probablement mourir, mais il n'a pas le choix. Il faut qu'il essaie de le sauver. Et peut-être qu'il va le sauver.* » [...] Mais chaque fois qu'une jeune personne lit un roman de Zola, découvre *Germinal*, il y a espoir. Chaque fois qu'une jeune personne éteint son ordinateur et découvre, je ne sais pas... un film de Bergman, il se passe quelque chose. Chaque fois qu'une jeune personne va à une manif et dénonce les 4X4 ou la guerre en Irak... parce qu'il faut se rappeler combien on était dans les rues cette fois-là! On n'est pas mort! On sait aussi que l'histoire a des mouvements de balancier. Ce qui est inquiétant maintenant, c'est qu'on est en train de perdre un lien précieux avec le passé, qui rend la critique plus difficile. Ce qu'il est important de dire, c'est qu'il faut maintenir le lien avec le passé, mais le faire sans s'isoler dans une tour d'ivoire, en se disant qu'il faut toujours communiquer ces amours-là à d'autres, les livres, les idées.

A. – Et jamais prendre pour acquis que l'œuvre est trop difficile, trop exigeante, trop aride. Votre œuvre fait ce pari d'ailleurs.

B.É. – Oui. Pourtant mes films sont simples. Mais il paraît que dans le contexte actuel je fais des films difficiles.

La critique du film *Contre toute espérance* de même que la version complète de cette entrevue peuvent être consultées sur notre site Web ([www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)).

## RESPONSABLE DE L'INFORMATION

**Alternatives, ONG en développement international, est à la recherche d'un ou d'une responsable de l'information. Sous la supervision du directeur des programmes, le ou la responsable de l'information coordonne l'ensemble de la production et de la diffusion de documents informatifs d'Alternatives : journal, rapports annuels, dépliants, bulletins, site Internet, etc.**

Pour plus d'informations sur le poste, visitez [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

Faites parvenir votre CV accompagné d'une lettre de motivation par courriel ou par la poste avant le 1<sup>er</sup> octobre 2007, à :

Alternatives, 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1  
cv-information@alternatives.ca

**Alternatives**  
... pour un monde différent

## DOCUMENTAIRE

Les enfants du sucre /  
The Sugar Babies

Amy Serrano. Anglais / Créole / Espagnol sous-titré français. États-Unis, 90 min, 2007

À deux pas des plages paradisiaques de la République dominicaine, la cinéaste Amy Serrano a tourné des images bouleversantes des bateys, les grandes plantations de canne à sucre. Autant dire de l'enfer sur terre. Présenté en ouverture du récent Festival international du film haïtien de Montréal, le documentaire a suscité de vives réactions. Personne ne s'en étonnera. Les conditions des travailleurs haïtiens qu'on y croise apparaissent si révoltantes qu'elles parviendraient à émouvoir la pire des brutes.

Le plus souvent, les enfants de ces esclaves modernes n'osent même pas s'aventurer en dehors de leurs quartiers misérables, de peur d'être capturés par les autorités dominicaines et expédiés en Haïti, un pays qu'ils n'ont souvent jamais connu.

L'un des moments forts du documentaire mérite qu'on s'y attarde. Avec une caméra dissimulée, la cinéaste parvient à démontrer la complicité qui existe entre les trafiquants d'esclaves et l'administration dominicaine, depuis le ministre jusqu'au douanier, en passant par le policier et le soldat. Apparemment, tout le monde se donne le mot pour satisfaire les besoins de main-d'œuvre des grandes sucreries. De l'autre côté de la frontière, en Haïti, on trouve même des « rabatteurs » qui parcourent les villages pour inciter les jeunes à venir travailler dans les grandes plantations de canne à sucre de la République dominicaine.

Le formidable documentaire d'Amy Serrano rappelle qu'on trouve désormais plus d'esclaves à travers le monde qu'aux pires moments de la traite des Noirs. Environ 25 millions, selon l'Organisation mondiale du travail (OMT). Les Haïtiens des bateys ne sont malheureusement qu'un cas parmi tant d'autres.

Voyageur, toi qui es venu prendre du bon temps sur une plage de la République dominicaine, souviens-toi des damnés de la canne à sucre. À deux pas de ton petit paradis, ceux-là ne sont nés que pour souffrir et être humiliés. Encore et toujours. Leurs conditions de vie, parions que même ton chien ou ton chat n'en voudrait pas...

JEAN-SIMON GAGNÉ



## LIVRE

ESSAI

Quand les cons sont braves : mon  
parcours dans l'armée canadienne

Martin Petit, Éditions VLB, 2007, 258 pages

Voici un livre coup de poing. Un livre antidote. Le livre que tous les jeunes canadiens devraient lire avant de songer à s'engager dans les Forces armées pour aller combattre en Afghanistan. L'auteur, le fantassin Martin Petit, ne s'en cache pas, dès l'avant-propos. Il a écrit son livre pour se vider le cœur, telle une thérapie, pour éviter à d'autres jeunes gens de vivre les mêmes expériences que lui.

Comme beaucoup de jeunes soldats, Martin Petit s'était avant tout engagé dans les Forces canadiennes par goût de l'aventure.

Il en est revenu pacifiste. Et affligé du syndrome de stress post-traumatique.

« C'est en effet à coup de slogans qu'on recrute des jeunes gens mal éclairés, écrit-il. "Viens te joindre à nous. Elle est imbattable. Découvre tes forces. Si la vie vous intéresse". Comme ironie, il ne se fait guère mieux. Si la vie t'intéresse, on testera sur toi des médicaments expérimentaux ou périmés. Si la vie t'intéresse, tu verras des amas de cadavres et, si la vie t'intéresse encore, on va te la contrôler, ta vie, on t'enlèvera toute liberté d'expression et d'association. »

L'écriture de Martin Petit est simple, franche, presque brutale. Témoin « privilégié » d'opérations militaires dans le Golfe persique, en Somalie et en ex-Yugoslavie, le fantassin en est ressorti la mémoire assombrie par des souvenirs d'horreurs et d'injustices qui continuent toujours de le hanter. Le lecteur les découvrira une à une, telles que l'auteur les a vécues, parfois avec un luxe de détails.

Implacable, Martin Petit ne rate pas une occasion d'exprimer sa rancœur contre l'armée. Plus que tout, il accuse l'institution de veiller d'abord sur ses propres intérêts plutôt que sur ceux de ses soldats ou des populations qu'elle doit aider. Et la franchise du témoignage de Petit apparaît si grande, si prenante, qu'on peut difficilement interrompre la lecture de ce petit livre.

LOUIS-ALEXANDRE JACQUES



## Mois de la Photo à Montréal

## Trompe-l'œil

À Montréal, le Mois de la Photo s'aventure cette année dans un nouveau quartier, Saint-Henri. Au hasard des rues, on peut ainsi y apercevoir des photos géantes de gardiens de sécurité, qui donnent l'impression bizarre d'être sous surveillance. Étonnant. Une trentaine d'autres expositions-installations sont aussi présentées aux quatre coins de Montréal, dans le cadre d'un événement qui interroge plus que jamais notre rapport avec la réalité.



PHOTO: THOMAS KNEUBÜHLER

Guard # 5, de Thomas Kneubühler, est affiché sur le mur du 700 rue Atwater, (entre les rues St-Antoine et St-Jacques).

## AMÉLIE TENDLAND

## Thomas Kneubühler

Les photographies géantes de Thomas Kneubühler, artiste montréalais d'origine suisse, présentent les portraits de gardiens de sécurité en uniforme, photographiés dans leurs milieux de travail, des endroits hautement sécurisés et interdits au public. Nés de l'intérêt de l'artiste pour l'inquiétude grandissante concernant la sécurité en Amérique du Nord, ces clichés de gardiens aux regards neutres et anonymes sont exposés sur des bâtiments ayant un lien particulier avec la sécurité : station d'essence Esso, maison des jeunes, resto-bar, etc.

## Carlos et Jason Sanchez

La galerie Parisian Laundry (3550, St-Antoine Est, 514-989-1056) accueille entre autres les œuvres de Carlos et Jason Sanchez. Les photographies de ces deux frères montréalais présentent de minutieuses mises en scène, interprétées par leurs proches. Comme au cinéma, tous les détails de la mise en scène ont été soigneusement camouflés, pour mieux imiter le réel. Les photographies, souvent inspirées par des situations banales

du quotidien, sont empreintes d'un réalisme étrange et inquiétant.

L'œuvre *Abduction* (Enlèvement) présente notamment un homme tout de noir vêtu, au chevet d'une jeune fille assise sur un lit rempli de cadeaux, l'enfant fuyant le regard de l'homme, une carte de vœux entre les mains. *Identification* met quant à elle en scène un homme et une femme en pleurs à la morgue. Enfin, plus comique, *The Hurried Child* (l'enfant pressé) montre une fillette trop maquillée dans une somptueuse robe de bal blanche. Debout sur le devant d'une scène, la jeune fille semble n'avoir qu'une idée en tête : fuir !

## Éric Beaudelaire

De son côté, la maison de la culture Frontenac (2550, rue Ontario Est, 514-872-7882) présente notamment les photographies du Parisien né aux États-Unis, Éric Beaudelaire. On y découvre particulièrement son diptyque *The Dreadful Details*, la reconstitution d'une scène de la guerre en Irak dans un décor de studio hollywoodien. L'exposition présente également 14 œuvres d'États imaginés, une série de photographies réalisées en Abkhazie, république autonome au sein de la

Géorgie qui a proclamé son indépendance en 1992, mais qui n'est toujours pas reconnue internationalement. Les œuvres présentent des endroits en décomposition et désolés, des bâtiments délabrés, de vieilles carcasses de voitures rouillées au milieu d'un étang ou, encore, le portrait d'un acteur comique, assis sur un fauteuil au milieu d'une chambre quasi vide, le regard triste et sombre.

La trentaine d'artistes du 10<sup>e</sup> Mois de la Photo proviennent du Québec, du Canada, de l'Amérique du Sud, de l'Europe et de l'Asie. Ils exposent jusqu'au 21 octobre. Présentées dans les galeries d'art, les maisons de la culture et divers centres artistiques, toutes les expositions et les activités sont gratuites. Pour consulter la programmation complète : [www.moisdelaphoto.com](http://www.moisdelaphoto.com).

L'auteure est journaliste indépendante.

Les écrivains des  
deux rives

David Homel

Dans ce pays de dédoublement, il y a des regroupements d'écrivains dans presque toutes les provinces, et souvent dans les régions lointaines des provinces. Chaque groupe a son identité qu'il tente de déclamer haut et fort. Et pourquoi pas ? Faire du bruit, c'est l'exercice de la démocratie.

Si les écrivains québécois de langue française ont leur union (UNEQ), ceux et celles de langue anglaise qui manipulent la plume ont également la leur, la Writers' Union of Canada (TWUC). Les débuts des deux groupes ont été semblables. Ils sont nés dans leurs nationalismes respectifs, ils ont préféré le terme « Union » même si ce ne sont pas des syndicats, ils ont été créés principalement par des écrivains de fiction, et un intense sentiment d'appartenance a lié leurs membres fondateurs. La TWUC se voyait comme une « tribu », et ces gens ont utilisé le mot avec fierté.

Qu'est-ce que la Writers' Union est devenue depuis ? Disons qu'elle jalouse un peu les acquis de l'UNEQ. La grande victoire des artistes au Québec a été fiscale. Pour les revenus dérivés des droits d'auteur, au niveau provincial, les artistes bénéficient d'une exemption allant jusqu'à 30 000 dollars, qui fait des envieux ailleurs au pays. Du côté de Toronto, où se trouve le QG de la TWUC, on trime fort pour faire accepter cette mesure par d'autres provinces et par le gouvernement fédéral. Sans succès.

La TWUC jalouse aussi la législation provinciale sur le Statut de l'artiste au Québec, qui était censée créer un paysage favorable pour les créateurs. Cette fois, la jalousie est sans raison. Oui, nous avons une belle loi sur le Statut de l'artiste ici, mais elle reste entièrement décorative, sans le pouvoir de changer la vie des écrivains.

Les écrivains Canadiens anglais, par l'intermédiaire de leur union, montrent un bel esprit d'engagement politique. Les travailleurs de telle bibliothèque font grève ? Il faut les appuyer ! Les journalistes de tel quotidien sont en lock-out ? Allons aux barricades ! La liberté d'expression d'un reporter

de tel journal est menacée par la police qui insiste pour qu'il divulgue les sources de ses chroniques ? Écrivons des lettres de soutien ! Évidemment, il faudrait choisir ses batailles, mais parfois la TWUC les choisit toutes.

Le même esprit anime ce groupe lorsqu'il s'agit d'appuyer des minorités. On peut compter sur la présence de la TWUC dans les dossiers de l'éducation des autochtones, ou de l'appui aux jeunes immigrants cherchant à s'exprimer dans leur nouveau pays. Tout ce qui touche à l'expression écrite, ou bien à la lecture, touche la TWUC aussi. Cette philosophie leur crée un paysage politique très occupé.

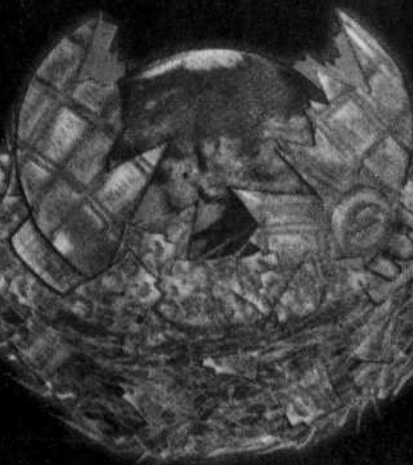
Et n'oublions pas cette mélancolie : le conseil qui dirige la TWUC est hanté par sa propre disparition, à commencer par ses membres : ils sont plutôt âgés. Le groupe a fait un effort pour recruter « la relève », un concept qui ne se définit pas facilement. Et l'autre hantise, c'est la disparition du livre-objet, remplacé par quelque support électronique. Voilà néanmoins deux considérations que les deux unions partagent.

Avec deux grandes assemblées d'écrivains, serait-il possible qu'elles travaillent de concert ? On a l'impression qu'elles sont si occupées sur leur territoire qu'elles ne se regardent pas. Pourtant, en avril passé, on a pu assister au grand réveil à Ottawa, par une journée de tempête inoubliable, où les deux unions ont réclamé que le gouvernement Harper privilégie encore l'investissement dans les arts au Canada.

Il y a eu des discours de circonstance, quelques caméras de la télé. On a pu suivre les échos dans la presse écrite, grâce à des textes percutants de Susan Swan et de Yann Martel. Cette journée-là, les paroles prononcées par Maka Kotto, député bloquiste, furent applaudies par tous. Plus tard, j'ai entendu ce commentaire de la bouche d'une Canadienne anglaise, dit avec un brin d'humour : « Mister Kotto, il ferait un bon premier ministre ! Il y a juste un petit problème... »

En politique, il faut savoir reconnaître ses alliés.

C'est ça que nous voulons ?



Faire la guerre ?

**LES ARTISTES**  
pour la paix

Pour obtenir plus d'information ou pour nous soutenir,  
écrivez-nous à [aplp@mac.com](mailto:aplp@mac.com) ou visitez notre site internet :

[www.artistespourlapaix.org](http://www.artistespourlapaix.org)